

*L'Adresse—M. Foster*

beaucoup moins d'argent pour reprendre leurs études à l'automne.

L'augmentation des frais d'ancrage et la suppression du groupe de surveillance mobile des douanes signifie que le tourisme sera durement touché dans ma région. Les coupes sombres effectuées dans les programmes de remplacement du pétrole, d'isolation thermique des résidences canadiennes et d'aide à la remise en état des logements empêcheront les familles à faible revenu, dont beaucoup sont formées de personnes âgées, de remettre en état leur maison. Elles devront s'adresser plutôt à leur gérant de banque. La réduction de 200 millions de dollars dans le Programme de développement industriel régional empêchera de nouvelles industries de venir s'établir dans des villes comme Sault-Sainte-Marie et dans les régions du nord du pays. En resserrant les critères d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage, on ne fera qu'accélérer la prise en charge des familles à faible revenu par l'assistance sociale. Les programmes de formation professionnelle vont être réduits de 128 millions de dollars, ce qui empêchera les gens de se recycler lorsqu'ils perdront leur emploi.

● (1230)

Il s'agit là de mesures cruelles qui frappent durement les régions à faible croissance et les régions moins favorisées. Les villes comme Sault-Sainte-Marie, qui a été très durement touchée par la récession mondiale qui dure depuis deux ans et demi, auront besoin cet hiver d'une aide accrue et non réduite, comme cela va être le cas. Si le premier ministre et le ministre des Finances avaient dévoilé aux Canadiens leur programme secret durant la campagne électorale de l'été dernier, le résultat des élections aurait été bien différent. Les conservateurs n'auraient, certes, pas reçu l'appui de 50 p. 100 des Canadiens. Ils n'auraient certainement pas obtenu 75 p. 100 des sièges à la Chambre des communes. Ce sont des revirements comme ceux-là qui rendent les Canadiens tellement sceptiques à l'égard des hommes politiques.

Non seulement le gouvernement a manqué à ses promesses électorales, mais il a encore réduit sans crier gare une foule de services dont les Canadiens ont essentiellement besoin. Mais ce qui est encore plus effrayant, monsieur le Président, c'est que le gouvernement tory ne s'en tiendra pas à ces coupures-là. Ce n'est probablement que le début. Au cours de la dernière campagne électorale, les ministériels se sont engagés à ne pas toucher à notre régime de sécurité sociale. Or, ils veulent maintenant l'affaiblir, voire l'abolir. Nous devons attendre au printemps prochain, au moment de la présentation du budget, pour voir ce qu'ils feront de notre régime de pension de sécurité de la vieillesse et de notre régime des allocations familiales. Jamais plus les Canadiens n'ajouteront foi dorénavant à des promesses électorales comme celles-là.

Je tiens à dire un mot aujourd'hui de l'agriculture, car aucun autre secteur de notre économie ne requiert autant d'attention à l'heure actuelle. Pourtant, le discours du trône ne mentionne ce secteur qu'une seule fois, et si le ministre y fait allusion dans son exposé budgétaire, c'est seulement pour annoncer deux ou trois projets, ainsi qu'une coupure énorme de 63 millions de dollars.

Un comité du Parlement doit être saisi de la question des obligations agricoles, de l'article 31 de la Loi de l'impôt sur le revenu, et des gains en capital. Monsieur le Président, c'est le

rôle du gouvernement de proposer un projet de loi et c'est le rôle du Parlement du Canada de s'en débarrasser. Le gouvernement semble nous demander de faire des études interminables au lieu de faire des propositions concrètes se présentant sous la forme de projets de loi.

On doit supprimer Canagrex pour faire économiser 6.6 millions de dollars au gouvernement. Dans la politique conservatrice, le Canada est considéré comme un superpuissance, et il y est question d'augmenter considérablement les exportations. Comment y arriver en supprimant ce service extrêmement important d'Agriculture Canada?

Il était question d'intensifier la recherche dans le domaine agricole, monsieur le Président. Nous apprenons que l'on doit réduire le budget de la recherche de 2.7 millions et que l'on doit remettre à plus tard des projets d'aménagement de laboratoires. Les agriculteurs devaient pouvoir ramener leurs emprunts à la valeur actuelle et on devait rétablir le programme spécial de financement des exploitations agricoles. Il n'en était pas du tout question dans la déclaration économique ni dans le discours du trône. Les tarifs du gouvernement fédéral pour les services agricoles augmenteront de 32 millions. Les agriculteurs devront inévitablement supporter une partie de ces frais.

Le secteur agricole traverse actuellement une crise, notamment en ce qui concerne les grains, les viandes rouges et d'autres denrées. D'après le rapport d'Agriculture Canada sur les projets du milieu de l'été, les revenus agricoles nets baisseront de 3 p. 100 dans tout le pays cette année. On prévoit une baisse de 8.9 p. 100 en Saskatchewan et une de 35.5 p. 100 au Manitoba. Quelles initiatives prend-on pour résoudre ce problème? Les exportations de grains doivent fléchir de 25 p. 100 pendant la campagne 1984-1985. D'après la Commission canadienne du blé, la valeur de ces exportations pourrait tomber de 5.5 milliards de dollars l'année dernière à 3 milliards au cours de la campagne qui vient. Les producteurs de viande rouge sont exposés à une baisse de prix, à une hausse des frais de production et à une concurrence acharnée, notamment celle des importations d'Irlande qui sont subventionnées à raison de 40c. la livre.

Dès cette année, le nombre d'exploitations agricoles en faillite a augmenté de 25 p. 100. D'après la Société du crédit agricole, 39,000 agriculteurs ont de grosses difficultés financières et 1,700 d'entre eux risquent la débâcle financière à cause de dettes trop élevées. Où sont les initiatives visant à résoudre ces problèmes dans le discours du trône et dans la déclaration économique?

Le gouvernement a promis d'abaisser les taux d'intérêt par l'intermédiaire de la Société du crédit agricole et d'autres prêteurs. On ne trouve aucune proposition à ce sujet. Où sont les groupes d'étude qui pourraient empêcher les faillites et assurer un arbitrage analogue à celui qui était proposé dans le projet de loi C-17 présenté au cours de la trente-deuxième législature? Pourquoi le discours du trône ne contient-il pas de mesures visant à interdire l'importation du bœuf subventionné d'Irlande? Pourquoi n'est-il pas question d'un programme de commercialisation ou d'un système de stabilisation visant à améliorer les revenus des producteurs de viande rouge? Pourquoi ne propose-t-on pas dans le discours du trône des mesures visant à laisser de côté les dettes des bons producteurs qui auraient une exploitation agricole viable en temps normal?